

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

WOENSDAG 5 NOVEMBER 2014

Voormiddag

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MERCREDI 5 NOVEMBRE 2014

Matin

La séance est ouverte à 10.45 heures et présidée par M. Philippe Goffin.

De vergadering wordt geopend om 10.45 uur en voorgezeten door de heer Philippe Goffin.

01 Questions jointes de

- Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur "la pénurie de greffiers francophones dans l'arrondissement de Bruxelles" (n° 4)

- M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "la pénurie de greffiers francophones dans l'arrondissement de Bruxelles" (n° 302)

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Kattrin Jadin aan de minister van Justitie over "het tekort aan Franstalige griffiers in het arrondissement Brussel" (nr. 4)

- de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "het tekort aan Franstalige griffiers in het arrondissement Brussel" (nr. 302)

01.01 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, je comptais transformer ma question en question écrite. Mais puisqu'elle a été jointe à celle de M. Maingain, qui se pose les mêmes questions que moi, je vais tout de même la poser.

Monsieur le ministre, félicitations pour votre nouvelle charge.

Il me revient que depuis la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, l'on constate une importante pénurie de greffiers francophones. En effet, la plupart des greffiers bilingues de l'époque précédant la scission étaient néerlandophones, et ils ont donc rejoint la juridiction de leur langue après la scission.

Les juridictions francophones de Bruxelles manquent de greffiers nommés et font appel, dans l'attente de la solution à cette problématique, à des greffiers faisant fonction.

Monsieur le ministre, êtes-vous au courant de cette situation? Quelles en sont les conséquences organisationnelles sur lesdites juridictions?

Quel est le statut de ces greffiers faisant fonction? Dans quelle mesure peuvent-ils légalement exercer ladite fonction, et avec quelles limites? Ont-ils la possibilité de postuler à une nomination?

Des procédures ont-elles été mises en place pour recruter de nouveaux greffiers francophones? Quand peut-on espérer une solution pour la problématique évoquée?

01.02 Olivier Maingain (FDF): Monsieur le président, monsieur le ministre, je suis également heureux d'apprendre que vous allez assumer les responsabilités dans cette commission. Je me réjouis aussi de constater que nous allons avoir un ministre de la Justice qui, en vertu de sa formation et de l'exercice de sa profession antérieure, manifestera certainement un intérêt à ce secteur de la justice qui, hélas, est largement sinistré depuis plusieurs années en raison des décisions gouvernementales successives. Nous en reparlerons vraisemblablement en ce qui concerne votre note de politique générale. Néanmoins, j'ose espérer que nous aurons un dialogue plus complet que ce que nous avons pu connaître avec votre prédécesseur qui n'avait pas toujours la parfaite maîtrise des aspects techniques de ses dossiers. Je n'en dirai pas davantage puisqu'elle n'est pas là.

Je suis très heureux que Mme Jadin se préoccupe de la question, car en somme, c'est la prédiction que j'avais faite au moment de l'analyse de la réforme de l'État. Je suis ravi d'entendre maintenant les représentants des partis associés à la réforme de l'État avouer que les conséquences sont celles que nous avons annoncées, à savoir que la scission linguistique des tribunaux, qui n'est en soi pas une mauvaise décision, n'était pas correctement préparée par ceux qui élaboraient la réforme de l'État et qui n'en avaient pas correctement apprécié les conséquences pratiques. Par conséquent, je ne peux être que ravi de constater qu'aujourd'hui, une personne, une fois de plus, nous donne raison quant à nos constats.

Certes, la presse a fait état, notamment fin septembre, d'une situation de pénurie de greffiers. Sur les 125 greffiers du tribunal de première instance francophone de Bruxelles, il y aurait 69 délégations, c'est-à-dire des greffiers qui viennent de juridictions extérieures. Ainsi, au tribunal de commerce francophone, le personnel des greffes est à ce point sinistré – résultat d'une longue politique d'engagement unilatéral du côté néerlandophone – que le travail ne se fait plus! Non seulement, nous sommes face au manque de moyens budgétaires, mais également face au manque de personnel et aux insuffisances qui en résultent quant au bon fonctionnement de la Justice.

Je voudrais connaître l'état précis du nombre de greffiers et membres du personnel de greffe qui manquent au tribunal de première instance francophone de Bruxelles. Je souhaiterais aussi savoir si la charge de travail a enfin été correctement évaluée au niveau des greffes. En effet, là aussi, c'est parce qu'on n'a jamais voulu correctement faire l'évaluation de la charge de travail au niveau des greffes que l'on se retrouve avec des déséquilibres entre les juridictions selon les rôles linguistiques. N'y a-t-il pas lieu de recourir à une nouvelle étude sur des bases objectives qui pourraient enfin établir une juste répartition des effectifs entre les greffes des différentes juridictions? Il faudra également que l'on m'explique comment, dans le cadre des contraintes budgétaires annoncées par le gouvernement, il y aura une possibilité de recruter à suffisance le nombre de greffiers nécessaires au bon fonctionnement de la Justice à Bruxelles.

01.03 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, chers collègues, permettez-moi, tout d'abord, de me réjouir de travailler de concert avec votre commission. J'espère que notre collaboration se déroulera dans les meilleures conditions, comme ce fut le cas avec la commission des Finances. Bien évidemment, vous êtes des juristes et non des hommes et des femmes de chiffres. Mais je ne veux pas dire ici que les juristes ne maîtrisent pas ces derniers, au contraire.

Madame Jadin, monsieur Maingain, vous avez fait référence au dédoublement, le 31 mars 2014, des tribunaux bruxellois, et donc à la création de tribunaux francophones et néerlandophones, conformément à la loi du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Cette loi prévoit notamment que les anciennes juridictions bilingues de Bruxelles, à savoir le tribunal de première instance, le tribunal de commerce, le tribunal du travail et le tribunal de police, sont dédoublées pour avoir des tribunaux spécifiquement francophones et néerlandophones.

Les cadres définitifs ont été fixés après avoir mesuré la charge du travail qui avait été effectué. Lors de la préparation de ce dédoublement, il avait déjà été constaté que le nombre de greffiers était insuffisant au sein de certains tribunaux francophones pour combler le cadre des greffiers. Afin de disposer de suffisamment de greffiers, une sélection comparative de recrutement pour le niveau B avait été réalisée fin 2012 et, après une épreuve complémentaire, plusieurs greffiers ont été nommés.

Le nombre de candidats présentés ne suffit toutefois pas à ce jour pour pourvoir à tous les postes. Je rappelle au demeurant que pour être nommés définitivement, un tiers des greffiers doivent être des bilingues fonctionnels.

Les emplois restants ont fait l'objet de plusieurs publications afin de pourvoir aux postes vacants. Pour ne pas compromettre le fonctionnement des juridictions, un certain nombre de membres du personnel a été délégué par arrêté ministériel à la fonction de greffier, comme le prévoit l'article 330 du Code judiciaire. Cela n'est pas nouveau. Déjà avant le dédoublement des tribunaux, un grand nombre de postes de greffiers avait été attribué par délégation à une fonction supérieure en raison des conditions linguistiques. La loi BHV du 19 juillet 2012 y renvoie même expressément.

La délégation à une fonction supérieure est attribuée pour une période de six mois et peut être prolongée à trois reprises pour une même durée. À l'expiration de la troisième prolongation, l'attribution de la délégation peut être maintenue dans des cas spécifiques, notamment lorsque l'emploi n'a pas pu être conféré à titre

définitif.

Les personnes en question peuvent poser leur candidature au poste pour autant qu'elles satisfassent aux conditions de nomination, à savoir être lauréat d'une sélection comparative.

En ce qui concerne les conditions linguistiques, l'exigence d'une connaissance approfondie des deux langues pour l'ensemble des greffiers a été remplacée par un bilinguisme fonctionnel pour un tiers du cadre des greffiers. La méthodologie des examens linguistiques a été adaptée par arrêté royal du 25 mars 2014. Des examens linguistiques supplémentaires sont également organisés en 2014. Il va de soi que les places vacantes seront à nouveau publiées.

Je voudrais dire, à titre personnel, que dans d'autres arrondissements ou dans d'autres provinces, où le bilinguisme fonctionnel n'est pas requis, nous éprouvons aussi des difficultés à recruter suffisamment de greffiers. Par exemple, à Hasselt, qui ne fait plus partie du ressort de Liège, nous rencontrons des problèmes pour trouver assez de candidats.

01.04 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ces réponses. Vous vous voulez rassurant en ce qui concerne le recrutement futur et les solutions proposées pour pallier ce problème me semblent bonnes. Il faut maintenant mettre tout cela en œuvre le plus rapidement possible. Il en va de l'efficacité de la Justice.

Je vous rejoins aussi sur votre dernière remarque. Il est évident que l'arrondissement judiciaire d'Eupen rencontre parfois des problèmes de recrutement pour des raisons linguistiques. J'aurai encore d'autres questions à ce sujet.

01.05 Olivier Maingain (FDF): Monsieur le ministre, je n'ai pas obtenu de réponse à une donnée chiffrée. Combien de places de greffier sont-elles aujourd'hui vacantes au greffe du tribunal de première instance francophone? À moins que vous puissiez me fournir cet élément de réponse immédiatement, je vous soumettrai dès lors une question écrite. Combien de places sont-elles vacantes dans le cadre effectif? Vous invoquez beaucoup l'aspect linguistique. L'aspect linguistique peut toujours jouer mais il est vrai qu'aujourd'hui, des places sont vacantes même pour la part, donc sur les deux tiers, des greffiers qui ne doivent pas être bilingues fonctionnels. Même pour cette part, il y a une difficulté de recrutement, de compléter les effectifs. À quoi cela tient-il? Tout simplement au déséquilibre historique au sein du greffe, ou des greffes d'ailleurs, des juridictions bruxelloises qui, j'en avais fait l'état par des questions parlementaires écrites, avait connu en son temps des recrutements quand même très orientés d'un seul côté sur le plan linguistique. En voilà évidemment la conséquence.

En outre, la charge de travail, telle qu'évaluée en vue de l'établissement des cadres, a été totalement contestée à l'époque par les magistrats des juridictions. Aujourd'hui, on considère que le cadre est en deçà de la réalité. C'est pour cela que je vous interrogeais sur la volonté d'avoir un nouvel outil ou une nouvelle évaluation de la charge de travail.

Enfin, question essentielle: pouvez-vous m'assurer qu'il n'y aura pas, par les coupes budgétaires qui sont à nouveau annoncées dans votre département, une atteinte au cadre constaté par nécessité dans les juridictions concernées, notamment pour ce qui est des greffes?

01.06 Koen Geens, ministre: Monsieur Maingain, je voudrais réagir à votre première remarque.

Je n'ai pas le chiffre exact mais vous pouvez me le demander par la voie d'une question écrite. Toutefois, si je devais disposer de cette information cet après-midi, je vous la communiquerai.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur "la coordination entre les établissements pénitentiaires et les CPAS" (n° 10)

02 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de minister van Justitie over "de coördinatie tussen de strafinrichtingen en de OCMW's" (nr. 10)

02.01 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, il s'agit d'un cas spécifique sur

lequel on a attiré mon attention.

L'article 39 de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale prévoit que, lorsqu'une personne qui bénéficie du revenu d'intégration octroyé par le CPAS doit accomplir une peine d'emprisonnement suite à un délit, cette allocation soit interrompue lors de son entrée dans l'établissement pénitentiaire. Auparavant, les prisons transmettaient, pour bon suivi, les billets d'écrou aux CPAS des détenus concernés, mais cette pratique a cessé d'être utilisée voilà quelque temps.

Suite à ce qui s'apparente à une interruption de communication entre les deux institutions publiques, de nombreux problèmes surviennent.

Les établissements pénitentiaires recommandent aux détenus d'avertir le CPAS de leur situation, mais certains d'entre eux ne le font pas. Lorsque les CPAS apprennent fortuitement l'emprisonnement de l'un de leurs bénéficiaires, ils interrompent le versement de l'allocation, mais les sommes indûment perçues avant que cela ne se produise donnent lieu à une sanction lors de la sortie de prison.

Comme cette sanction consiste évidemment en un remboursement des versements indûment reçus, mais également en la suspension des droits sociaux pendant une période déterminée, toutes les parties concernées sortent perdantes de cette situation. En effet, la sanction nuit à la réinsertion des prisonniers récemment libérés, voire les incite à se tourner de nouveau vers des comportements délictueux, tout en constituant un obstacle à la bonne gestion du CPAS. De fait, nombre de CPAS peinent déjà à clôturer leur budget.

Monsieur le ministre, pour quelles raisons les établissements pénitentiaires ont-ils cessé d'envoyer copie des billets d'écrou aux CPAS?

Cette procédure antérieure, qui semblait constituer une meilleure collaboration entre les deux institutions publiques et était pratiquée dans le strict respect d'une confidentialité mutuelle, pourrait-elle être rétablie?

02.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, madame Jadin, la pratique dont vous parlez n'est pas unanime en Belgique. Certains établissements avertissaient les CPAS des écrous, d'autres non. Par ailleurs, la transmission d'une telle information n'est pas régie par la loi, ce qui pose des problèmes en termes de protection de la vie privée.

C'est la raison pour laquelle une autre pratique s'est installée qui veut que le détenu, comme tout citoyen responsable, avertisse lui-même les instances compétentes ou donne son accord à la transmission de l'information. Dans le contexte légal actuel, c'est la seule bonne solution.

Cependant, la situation devrait grandement s'améliorer au cours de cette législature. L'accord de gouvernement prévoit en effet un lien entre Sidis Suite, qui reprend la fiche de détention par voie électronique, et la Banque-Carrefour de la sécurité sociale. Une fois ce lien réalisé d'un point de vue technique et juridique, les CPAS auront la possibilité de vérifier par eux-mêmes quels allocataires sociaux sont détenus.

02.03 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie. Je prends acte. Je relirai votre réponse et verrai s'il y a encore nécessité de venir combler un manque de cadre légal.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur "l'appel des décisions des justices de paix dans le cadre de la mise en place du tribunal de famille" (n° 16)

03 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de minister van Justitie over "het instellen van hoger beroep tegen beslissingen van het vredegerecht in het kader van de oprichting van de familierechtbank" (nr. 16)

03.01 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, depuis la mise en place du tribunal de la famille et de la jeunesse le 1^{er} septembre 2014, il existe une incertitude quant au tribunal compétent pour connaître des appels des décisions des juges de paix à cette date. La loi ne contient en effet pas de mesure transitoire pour résoudre ce problème de compétence.

Deux thèses s'opposent. Selon certains, c'est la date de la requête d'appel qui compte et toutes les requêtes déposées après le 1^{er} septembre doivent être déposées à la cour d'appel. Selon d'autres, c'est la date de la décision du juge de paix qui compte: si celle-ci est antérieure au 1^{er} septembre, l'appel doit être formé au tribunal de première instance, et si elle est postérieure à cette date, il doit être adressé à la cour d'appel.

En conséquence, il n'y a pour le moment pas d'autre choix que de déposer des requêtes devant les deux juridictions. Il faut donc payer deux fois le droit d'appel de 210 euros et il existe un risque de payer une indemnité de procédure à la juridiction qui se déclare incompétente. Selon les interprétations, il n'est pas exclu que les deux juridictions le fassent! Dans tous les cas, le coût que cela engendre porte atteinte au droit d'accès à la justice et cela pose également un problème de sécurité juridique, vous en conviendrez.

Monsieur le ministre, mes questions sont donc assez simples, puisqu'il s'agit de l'interprétation de la loi.

Êtes-vous au courant de cette problématique? D'après vous, une thèse peut-elle être privilégiée avec certitude et si oui, existe-t-il une base légale pour la privilégier? Envisagez-vous de prendre rapidement une mesure transitoire afin de clarifier cette question de la juridiction compétente pour connaître des appels des décisions des juges de paix?

03.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, madame Jadin, sous réserve du fait qu'il ne m'appartient pas d'interpréter les lois, ce pouvoir revenant aux cours et tribunaux, il peut être constaté que les dispositions transitoires de la loi du 30 juillet 2013 portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse ne tranche pas explicitement la question que vous posez. Il faut donc s'en référer au droit commun de la procédure, en particulier à l'article 3 du Code judiciaire qui énonce que "les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure sont applicables aux procès en cours sans dessaisissement de la juridiction qui, à son degré, en avait été valablement saisie et sauf les exceptions prévues par la loi."

Comme le notent les professeurs de Leval et Georges dans leur *Précis de droit judiciaire*, l'article 3 comporte un principe et une exception. Le principe est celui de l'application immédiate de la loi nouvelle non seulement aux procès futurs mais également aux effets à venir des procès en cours, c'est-à-dire ceux qui doivent encore être jugés lors de l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles. L'exception au principe est qu'il n'y aura toutefois pas de dessaisissement de la juridiction qui, à son degré, a été valablement saisie du litige. Il y a donc survie de la loi ancienne de compétence ou d'organisation judiciaire au profit du juge valablement saisi.

L'article 3 précité stipule que cette exception vaut à l'égard de la juridiction qui, à son degré, avait été valablement saisie du procès en cours. Le professeur Closset-Marchal relève à cet égard que la dérogation à l'application immédiate n'opère qu'au et pour le degré de juridiction auquel on se trouve. Ainsi, l'appel est un autre degré. Par conséquent, un juge du premier degré valablement saisi demeure compétent mais le juge d'appel sera celui du juge nouvellement désigné comme compétent.

Il en est déduit que si un appel est interjeté postérieurement à la mise en vigueur de la loi nouvelle, ce sera la nouvelle juridiction compétente en degré d'appel qui connaîtra de l'affaire. En ce sens on peut mentionner un arrêt de la Cour de Cassation du 3 février 1972 relatif à un appel formé après l'entrée en vigueur du Code judiciaire et dirigé contre un jugement rendu contre un juge de paix saisi antérieurement à celle-ci d'une demande relative à la réparation de dommages subis à la suite d'un accident du travail.

D'autres auteurs estiment toutefois que pour la détermination du juge d'appel compétent, l'article 3 précité requiert d'appliquer la loi applicable au jour du prononcé du jugement de première instance. Un arrêt de la Cour de Cassation du 6 octobre 1999 rendu en matière pénale et précisant qu'en cas de modification de la législation relative aux voies de recours, c'est toutefois la loi en vigueur au jour de la décision qui gouverne les voies de recours contre celle-ci, est invoqué en ce sens.

Comme je l'ai indiqué, il ne m'appartient pas d'interpréter la loi mais, par contre, en exécution de l'article 273 de la loi du 30 juillet 2013, il sera procédé par le ministre de la Justice et le ministre ayant les familles dans ses attributions à une évaluation de l'application de la loi.

03.03 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie. Cela n'appelle pas davantage de commentaires, si ce n'est que le droit judiciaire me fait toujours un peu tourner la tête, même quelques années après mes études.

En tout cas, il est très important d'avoir reçu ces éclaircissements, puisque ces questions, vous vous en doutez, émanent du corps judiciaire. Nous serons très heureux de pouvoir leur transmettre votre réponse.

Le **président**: M. de Leval est un excellent professeur par ailleurs.

03.04 Kattrin Jadin (MR): Absolument!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur "la promotion automatique des fonctionnaires de l'ordre judiciaire" (n° 17)

04 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de minister van Justitie over "de automatische bevordering van de ambtenaren van de rechterlijke orde" (nr. 17)

04.01 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, il avait été annoncé que tous les fonctionnaires qui avaient réussi l'examen des niveaux B et C seraient, après 18 mois, automatiquement nommés au grade supérieur à celui auquel ils étaient classés précédemment.

Certains fonctionnaires du SPF Justice, concernés par lesdits examens, se sont étonnés de ne pas voir arriver cette promotion automatique après le délai prévu et ont donc tenté d'en connaître la raison. En réponse à leurs démarches, l'administration les a informés que les membres de l'ordre judiciaire étaient exclus de cette procédure de promotion automatique. Ils n'ont cependant pas pu identifier la base légale justifiant cette exclusion.

Monsieur le ministre, mes questions à ce sujet sont les suivantes.

Êtes-vous au courant de cette situation? Avez-vous été contacté à ce sujet? S'agit-il d'une erreur ou confirmez-vous l'information qui a été communiquée par l'administration aux personnes concernées?

Pour quelle(s) raison(s) les membres de l'ordre judiciaire sont-ils soumis à des procédures différentes au niveau des promotions que celles qui s'appliquent aux autres fonctionnaires des autres SPF?

Quelle est la base légale prévoyant cette disposition particulière? Le cas échéant, pourquoi n'opère-t-on pas un ajustement pour mettre sur le même pied tous les fonctionnaires fédéraux?

04.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, madame Jadin, vous faites référence à un mécanisme prévu à l'article 29bis, § 5 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État. Ces dispositions s'appliquent toutefois uniquement aux fonctionnaires fédéraux.

Les statuts de la fonction publique fédérale prévoient en effet que lorsque le lauréat d'une sélection de promotion ne se voit pas proposer de fonction au niveau supérieur dans son organisation dans les 18 mois suivant la clôture de la sélection, il est automatiquement promu au niveau supérieur. Ce mécanisme s'inscrit toutefois dans les enveloppes du personnel des autorités fédérales.

Étant donné la séparation des pouvoirs, le personnel judiciaire est considéré comme un corps particulier avec un statut propre inscrit dans le Code judiciaire et dans un certain nombre d'arrêtés d'exécution. Pour le personnel judiciaire, les cadres du personnel sont fixés par la loi quant aux greffiers et par arrêté royal quant aux secrétaires et personnel administratif. Le nombre de postes à chaque niveau est par conséquent réglementé et n'est pas aussi flexible qu'une enveloppe de personnel.

Les lauréats d'une sélection comparative de promotion peuvent poser leur candidature aux postes vacants dans le niveau concerné publiés au *Moniteur belge*. En fonction de leur classement à l'issue de la sélection comparative ou d'une épreuve comparative complémentaire, ils sont nommés à un poste vacant spécifique. Cela permet une adéquation entre les promotions et la particularité des différents types de juridiction.

Le principe de la promotion automatique ne figure donc pas dans le statut du personnel judiciaire et n'est donc pas prévu. Le SPF Finances n'a par ailleurs jamais émis de communication en ce sens à l'attention du personnel judiciaire.

04.03 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, cette situation est vraiment regrettable. Je conçois qu'il n'existe pas de disposition spécifique quant à leur statut dans le Code judiciaire, mais il s'agit néanmoins de fonctionnaires qui passent des examens, qui ont de l'ambition, ce que je comprends parfaitement; cela peut permettre de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des services fédéraux.

Il convient peut-être de réfléchir à une amélioration de la présentation de ces examens organisés par les services fédéraux et à les rendre plus attractifs aux yeux de ceux qui veulent les passer.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vragen nrs. 25, 26 en 27 van mevrouw Karin Temmerman worden uitgesteld. Vraag nr. 77 van de heer Jef Van den Bergh wordt uitgesteld.

05 Question de Mme Zakia Khattabi au ministre de la Justice sur "la procédure de citation directe" (n° 103)

05 Vraag van mevrouw Zakia Khattabi aan de minister van Justitie over "de procedure van rechtstreekse dagvaarding" (nr. 103)

05.01 Zakia Khattabi (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le ministre, je voudrais d'abord me réjouir que nous ayons enfin un juriste à la tête du département de la Justice mais qui a fait un détour par le ministère des Finances. Quand on voit l'état de désargentement de ce département, on se dit que c'est sans doute très bien: vous allez pouvoir mettre de l'ordre.

Monsieur le ministre, la procédure de citation directe telle qu'elle existe actuellement prévoit que lorsque des policiers arrêtent un suspect dans le cadre d'un flagrant délit, celui-ci est mis à disposition du parquet, pour être auditionné ou non, et reçoit une citation à comparaître dans les 3 semaines/un mois.

Or, il me revient qu'une circulaire du 6 septembre 2014 du parquet de Bruxelles prévoirait une phase test où la partie "mise à disposition et audition" par le parquet est bypassée et la citation à comparaître est tout de suite remise par les policiers.

Dans le cadre de ce test, les policiers, en accord avec le parquet, choisiraient un thème (une infraction ou un territoire) par semaine et par zone sur lequel ils vont travailler. Ils auraient droit à 4 citations à comparaître par semaine test. Par exemple, en octobre le thème test serait le vol à l'étalage et en novembre ce serait "Matongé".

Monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes. Confirmez-vous l'existence de cette circulaire? Le cas échéant, est-ce une initiative du parquet, les procureurs généraux ont-ils été concertés? Est-ce légal par rapport à la loi sur la citation directe? Pouvez-vous me communiquer cette circulaire? Existe-t-elle car on ne la trouve nulle part? Le cas échéant, comment justifiez-vous que ce soit la police qui choisisse les thèmes étant donné que ce n'est légalement pas elle qui est compétente pour définir les lignes directrices de poursuites?

05.02 Koen Geens, ministre: Madame Khattabi, je vous remercie pour cette question. Le gouvernement et le parlement ont voulu, avec la loi du 11 juillet 1994 relative aux tribunaux de police et portant certaines dispositions relatives à l'accélération et à la modernisation de la justice pénale, apporter une réponse rapide par la voie judiciaire à la criminalité urbaine et aux méfaits qui ont pu être constatés en flagrant délit. L'absence de réaction appropriée et rapide à de telles infractions suscitait en effet chez le citoyen le sentiment d'insécurité et renforçait, chez les auteurs, le sentiment d'impunité.

Un des nouveaux moyens ainsi créés a été la procédure de convocation par procès-verbal telle que définie actuellement à l'article 216 quater du Code de procédure pénale.

Cet article a été modifié par la loi du 13 avril 2005 modifiant diverses dispositions légales en matière pénale et de procédure pénale en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire et par la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses. Cette dernière loi a également inséré l'article 645 du Code de procédure pénale. Cet article stipule que les fonctionnaires de police, les directeurs d'établissements pénitentiaires et les représentants des directeurs d'établissements pénitentiaires peuvent être chargés par le ministère public, à l'instar des huissiers de justice, mais sans frais de signification ou notification de tous les actes judiciaires en

matière répressive.

Faisant suite à une demande du ministre de la Justice de l'époque, le Collège des procureurs généraux a diffusé, le 17 septembre 2010, la circulaire COL18/2010 relative à une réponse rapide à la criminalité urbaine dans laquelle, outre la procédure de convocation par procès-verbal, est aussi expliquée la procédure alternative légalement autorisée de citation directe par application de l'article 645 cité. Dans cette circulaire, il est recommandé d'envisager une procédure accélérée pour certains délits qui sont mentionnés dans la circulaire. La circulaire du parquet de Bruxelles, dont vous faites mention, est une mise en œuvre locale de cette circulaire COL18/2010 et porte donc sur l'application de l'article 645 du Code d'instruction criminelle.

Bien que l'initiative de Bruxelles soit assez récente, le système de citation directe du délinquant pris en flagrant délit n'est pas neuf. Ce système est, par exemple, déjà utilisé depuis six ans dans les arrondissements actuels de Flandre orientale et d'Anvers. Il a prouvé, à de multiples reprises, son utilité et sa valeur ajoutée. Dans la pratique, il apparaît que les avantages de l'application de l'article 645, par rapport à l'application de l'article 216 quater ne sont pas négligeables.

Le procureur général de Gand souligne, dans sa mercuriale de cette année, notamment ce qui suit: "Les économies de temps et de capacité, tant pour les services de police que pour le ministère public, les économies de temps, de coûts, en évitant une citation à comparaître par un exploit d'huissier de Justice et la réduction sensible du risque en matière de sécurité en évitant le transfert du suspect."

Dans le cadre de cette citation directe, les droits de l'accusé restent entièrement préservés. Ainsi, le président sera averti si l'accusé n'a pas fait le choix d'un avocat. La recherche immédiate des victimes et leur identification permet également de les informer rapidement de la date et de l'heure de la séance au cours de laquelle l'affaire sera traitée.

La signification immédiate de la citation au prévenu lui-même conduit également dans la pratique à une diminution significative du nombre de jugements par défaut, comme cela apparaît dans une interview de la juge Ingrid Mallems et du procureur Johan Sabbe, parue récemment dans *Just News*, le citoyen est très satisfait de cette façon de procéder.

Enfin, il convient de souligner que l'initiative bruxelloise s'inscrit pleinement dans les lignes directrices du Collège des procureurs généraux et que ce n'est pas la police de Bruxelles, mais bien le parquet de Bruxelles qui détermine quand et pour quel délit cette procédure de citation directe est appliquée.

De plus, le parquet de Bruxelles n'appliquera la procédure que s'il est satisfait à toutes les conditions et que le contrôle portant sur la qualité des procès-verbaux est positif.

Pour le reste, je tiens à vous préciser qu'il ne m'est malheureusement pas possible de vous communiquer la circulaire du procureur du Roi de Bruxelles mais je crois vous avoir suffisamment informée de son contenu.

05.03 Zakia Khattabi (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie de cette réponse circonstanciée. Je vous rejoins sur l'ensemble des constats que vous faites, notamment sur la question de la citation directe que je ne remettais pas en question. Mon but était de discuter avec vous de l'éventuelle opportunité octroyée aux policiers eux-mêmes de définir les thèmes lors de la phase pilote.

La fin de votre réponse m'indique donc que c'est le parquet de Bruxelles qui définit ces thèmes et pas du tout la police. Telles n'étaient pas les informations dont je disposais. J'en prends acte. Je me tournerai vers qui de droit munie de cette information et ne manquerai pas de revenir vers vous, le cas échéant, s'il devait apparaître que les responsabilités ne sont pas clairement départagées.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 111 van de heer Bonte is uitgesteld.

06 Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de minister van Justitie over "de bouw van een nieuwe gevangenis in Limburg" (nr. 114)

06 Question de Mme Meryame Kitir au ministre de la Justice sur "la construction d'une nouvelle prison dans le Limbourg" (n° 114)

06.01 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de minister, ook ik wens u proficiat en veel succes met uw nieuw mandaat.

In het kader van het Strategisch Actieplan Limburg in het Kwadraat, dat na de sluiting van Ford Genk werd voorgesteld, was er vanuit de vorige regering steeds een engagement voor de bouw van een nieuwe gevangenis in Limburg, meer bepaald in Leopoldsborg.

De bouw hiervan staat ook vermeld in het SALK-rapport. In het nieuwe regeerakkoord vind ik hierover echter niets terug. Nochtans zou de bouw van de gevangenis tot 300 nieuwe jobs kunnen opleveren in de regio.

Mijnheer de minister, blijft de nieuwe regering bij de beslissing om een nieuwe gevangenis in Leopoldsborg te bouwen? Indien ja, hoe ver staat men met het dossier? Wat moet er nog gebeuren? Over welke termijn spreken wij dan? Indien neen, waarom voert men het plan af? Wat zijn dan de alternatieven?

06.02 Minister Koen Geens: Mevrouw Kitir, de vorige regering heeft geen definitieve beslissing genomen over de mogelijke bouw van een nieuwe gevangenis in Leopoldsborg. Zij heeft wel de toelating gegeven om het dossier van het Masterplan 3, waarin een dergelijke gevangenis is opgenomen, verder te analyseren en voor te bereiden.

Het is de bedoeling van de nieuwe regering om hiermee voort te gaan, zoals trouwens in het regeerakkoord is bepaald. Een eerste noodzakelijke stap werd reeds gezet, namelijk de administratieve overdracht van de eigendom van het terrein van het ministerie van Defensie naar de Regie der Gebouwen.

Voor het overige kan ik op dit ogenblik nog geen verdere details geven over het specifieke dossier van de gevangenis in Leopoldsborg.

06.03 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

U zegt dat de vorige regering ter zake geen definitieve beslissing heeft genomen, dat de nieuwe regering de plannen die voorlagen, verder zal doornemen en dat er ondertussen al plannen zijn om de eigendom van de gronden te verkrijgen.

Wil dat dan zeggen dat ze wel kiest voor de gevangenis in Leopoldsborg of hoe moet ik uw antwoord interpreteren?

06.04 Minister Koen Geens: Het komt u toe om mijn antwoord te interpreteren, mevrouw Kitir.

06.05 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de minister, ik wil het goed begrijpen. Komt die gevangenis er of niet?

06.06 Minister Koen Geens: Ik denk dat ik gezegd heb dat dat nog niet definitief beslist is, maar dat dat in de lijn van de uitvoering van Masterplan 3 ligt en dat de Regie der Gebouwen de grond daarvoor al definitief heeft verkregen.

06.07 Meryame Kitir (sp.a): Wanneer zal hierover meer duidelijkheid zijn, mijnheer de minister? Het is immers een belangrijk dossier. Wij zijn twee jaar na de aankondiging van de sluiting. Men heeft heel wat voorbereidend werk gedaan. De bouw van een gevangenis is een onderdeel van het groter plan om nieuwe jobs te creëren.

Kunt u mij zeggen wanneer men wel definitief zal weten of die gevangenis er komt of niet?

06.08 Minister Koen Geens: U stelt mij meer vragen dan ik antwoorden heb, mevrouw Kitir. Ik weet dat heel veel mensen, net zoals u, sterk aandringen op de snelle implementatie van het dossier.

06.09 Meryame Kitir (sp.a): Het gaat niet alleen om de snelle implementatie, mijnheer de minister, maar ook over duidelijkheid.

Als men nog niet eens over zijn lippen kan krijgen dat de gevangenis er komt, is het toch wel triestig.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 **Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de aankoop van de spionagesoftware FinFisher" (nr. 134)**

07 **Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "l'acquisition du logiciel d'espionnage FinFisher" (n° 134)**

07.01 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, op mijn beurt wil ik de minister welkom heten in deze commissie en ik hoop op een heel goede samenwerking over de grenzen van alle partijen heen.

Mijnheer de minister, WikiLeaks kwam enkele weken geleden naar buiten met een lijst van landen die de controversiële spionagesoftware van FinFisher in huis haalden. Ons land stond ook op die lijst, tussen landen als Pakistan, Bahrein, Nigeria en Vietnam, wat toch wel opvalt. Volgens die informatie zou België in de voorbije jaren dertien licenties hebben aangekocht. Volgens WikiLeaks zou de Belgische Staat al meer dan 1 miljoen euro hebben uitgegeven aan de aankoop van die software.

Mijnheer de minister, ik heb enkele heel concrete vragen. Kunt u bevestigen dat België klant is bij FinFisher?

Wie kocht die controversiële software aan? Over welke departementen of administraties gaat het?

Sinds wanneer wordt er gebruik van gemaakt en hoe vaak?

Voor welke doeleinden wordt van die spyware gebruikgemaakt?

Wat was de kostprijs van de aankoop? Vond die aankoop plaats via een marktbevraging? Zo niet, welke criteria werden gehanteerd om voor dat bedrijf te kiezen?

07.02 **Minister Koen Geens**: Mijnheer Van Hecke, de FOD Justitie, meer bepaald het directoraat-generaal Rechterlijke Orde, bekostigt in de organisatie afdeling 56 Gewone Rechtsmachten, programma 3 Afluisteren, kennisnemen en opnemen privécommunicatie en telecommunicatie, op de basisallocatie 12.04 allerhande werkingsuitgaven inzake de informatica.

Wenst u dat ik dat nogmaals lees?

07.03 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): (...)

07.04 **Minister Koen Geens**: Op basis van de informatie die voorgelegd is, zijn dit jaar door de FOD Justitie twee facturen betaald aan het door u vermelde bedrijf, tweemaal een zelfde bedrag van 18 181,81 euro, respectievelijk op 26 augustus 2014 en op 21 oktober 2014.

Het betreft prestaties die worden betaald op vraag van een speciale eenheid bij de federale politie, die instaat voor de tactische interceptie van communicaties, beter gekend onder de algemene noemer "telefoontap".

Het is die eenheid die de behoefte bepaalt en die ook instaat voor het aangaan en de opvolging van de prestaties.

De aanwending van de techniek gebeurt steeds onder bevelschrift van een onderzoeksrechter. De nadere rol van Justitie is beperkt tot het vereffenen van de kosten.

Voor meer details dringt zich de gebruikelijke reserve op bij de keuze voor en het gebruik van dergelijke technieken. Daarom dient naar de minister van Binnenlandse Zaken te worden doorverwezen.

07.05 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik wist dat het niet zo evident zou zijn om te weten te komen waar ik precies terecht kon met mijn vragen. Ik moest dan ook een beetje gissen bij welke minister ik de juiste informatie zou kunnen vinden. Een deel van de informatie heb ik via u verkregen. Ik zal uiteraard ook uw collega's ondervragen over de aspecten die onder hun bevoegdheid vallen.

Voor mij was het ook niet duidelijkheid of de Veiligheid van de Staat dan wel de militaire veiligheidsdiensten deze zaken gebruiken. Net zo min of dit te vinden zou zijn in de gerechtelijke dan wel de politionele sfeer. Het is nu wel vrij duidelijk.

Ik wil enkel opmerken dat er toch wel wat kritische bedenkingen zijn te maken over dit bedrijf, de methodieken en de technieken die zij gebruiken, en de landen waarmee zij contracten afsluiten. Ik zal mij daarover nog verder informeren en u daarover nadien nog vragen stellen. Het lijkt mij belangrijk dat bij het uittrekken van dergelijke budgetten er ter zake ook een onderzoek plaatsvindt.

Ik had ook een vraag gesteld naar een eventuele marktbevraging bij de keuze voor dit bedrijf. Ik heb daarop niet direct een antwoord gekregen. Ik neem dus aan dat ik die vraag aan uw collega zal moeten stellen? U knikt instemmend. Ik zal dit dan ook doen.

07.06 Minister **Koen Geens**: Zegt u hem er maar bij dat het gaat over 12.04.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

08 **Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de wet op de verruimde minnelijke schikking" (nr. 137)**

08 **Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "la loi sur la transaction étendue" (n° 137)**

08.01 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, enkele weken geleden werden cijfers naar buiten gebracht over het gebruik van de minnelijke schikking en de verruimde minnelijke schikking. Het onderscheid tussen beiden wordt niet altijd zo strikt gemaakt. Vorig jaar zou het om 7 549 strafzaken zijn gegaan die werden afgesloten met een minnelijke schikking. Dat is 51 % meer dan in 2011, toen de wet uitgebreid werd tot de verruimde minnelijke schikking. Het is eigenlijk een nieuw record.

Er zijn ook verschillen in het gebruik hiervan in het land. In 2013 ging het in Vlaanderen om ruim 4 900 zaken tegenover 1 600 in Brussel en 977 in Wallonië.

Mijnheer de minister, reeds heel lang – ook door uw voorganger – was aangekondigd dat er een grondige evaluatie zou komen van de verruimde minnelijke schikking. Ruim een jaar geleden werd aangekondigd dat dit zou gebeuren tegen juni 2014. Ik had graag van u vernomen of die evaluatie, die al zo lang was aangekondigd, ook is uitgevoerd. Zo ja, wat zijn de voornaamste vaststellingen en conclusies van die evaluatie? Kan die evaluatie ook publiek gemaakt worden en aan de parlementsleden worden bezorgd? Zo niet, wanneer wordt die evaluatie verwacht?

08.02 Minister **Koen Geens**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Van Hecke, ik kan u bevestigen dat de toepassing van de verruimde minnelijke schikking inmiddels grondig werd geëvalueerd.

De evaluatie gebeurde tussen februari en juni 2014 door de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid in opdracht van de voorzitter van het expertisenetwerk strafrechtspleging van het College van procureurs-generaal, de voormalige procureur-generaal van Antwerpen, de heer Liégeois. Het resultaat is een lijvig rapport omtrent de toepassing van de omzendbrief COL nr. 6/2012.

Daarbij moet worden opgemerkt dat het vooral een procesevaluatie betreft waarin wordt nagegaan hoe het VVSBG in de praktijk wordt toegepast, welke de goede praktijken zijn en welke problemen daarbij worden ondervonden. De evaluatie is gebaseerd op een bevraging door middel van rondetafelgesprekken van ongeveer zestig parketmagistraten, de referentiemagistraten voor de minnelijke schikking die binnen elk parket en arbeidsauditoraat alsook het federaal parket zijn aangeduid.

Daarnaast geeft de evaluatie een kwantitatief beeld van de toepassing sinds de inwerkingtreding van de wetten van 14 april en 11 juli 2011 gebaseerd op de geregistreerde gegevens.

De belangrijkste vaststellingen en conclusies uit de evaluatie luiden als volgt. Ten eerste, in cijfers gesproken is de toepassing van de verruimde minnelijke schikking veeleer beperkt. Er is sprake van 337 voorstellen op een totaal van 213 zaken. Tegenover de beperkte toepassing staat echter wel een belangrijke omzet. Het rapport spreekt van ongeveer 56 miljoen euro. Afgezet tegen 9,5 miljoen euro van de

gewone minnelijke schikkingen, blijkt het belang van dat bedrag.

Bovendien komt het bedrag van de verruimde minnelijke schikking boven op de schadeloosstelling aan het eventuele slachtoffer of de eventuele fiscale of sociale schuld die vooraf moet worden vereffend en kan het openbaar ministerie vragen om afstand of afgifte te doen van goederen of vermogensvoordelen. Zo blijkt uit de gegevens van het ressort Antwerpen dat er benevens een bedrag van 11,5 miljoen euro aan schikking ook een bijkomende totale som van bijna 194 miljoen euro ontdoken belastingen aan de fiscus werd betaald en 10 miljoen euro aan afgestane vermogensvoordelen.

Wat betreft de fase van de procedure waarin de verruimde minnelijke schikking wordt gesloten, kan worden vastgesteld dat de verruimde toepassing zich vooral voordoet tijdens het gerechtelijk onderzoek, op het moment van de dagvaarding en bij de verwijzing naar de correctionele rechtbank door het onderzoeksgerecht, en slechts zeer beperkt tijdens de procedure ten gronde.

Een tweede vaststelling is dat heel wat magistraten wijzen op de meerwaarde van de procedurele verruiming, onder andere om lange procedures te vermijden, om de rechtbanken te ontlasten en over een volledig dossier te kunnen beschikken. Daarbij tonen de magistraten zich veelal terughoudend en voorzichtig bij de toepassing. Zo worden eventuele onderhandelingen veelal gevoerd door twee parketmagistraten, waarbij bijstand wordt verleend door de referentiemagistraat en systematisch het akkoord wordt gevraagd van de procureur-generaal of de federale procureur voor verruimde minnelijke schikking in zaken van economische, financiële en fiscale inbreuken.

De interne toetsing binnen het openbaar ministerie, zoals bepaald in de gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal, werd dan ook nauwgezet geïmplementeerd en wordt beschouwd als een eerste fase in de uitbouw van een parketbeleid inzake de verruimde minnelijke schikking.

Ik kom tot de derde en laatste vaststelling. Uit de evaluatie blijkt niet dat een grondige wijziging van de wettelijke procedure nog wenselijk wordt geacht. Een aantal praktische en punctuele aanpassingen van zowel de richtlijn als het artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering, zijn wellicht nuttig om een aantal onduidelijkheden uit te klaren. Ook daartoe worden in de evaluatie aanbevelingen geformuleerd omtrent de harmonisering van het beleid, de vorming van de magistraten, de afstemming met de fiscale en sociale administraties en, ten slotte, een meer verfijnde registratie van de toepassing.

Die elementen zullen verder worden bekeken binnen het expertisenetwerk strafrechtspleging van het College van procureurs-generaal. Zoals reeds vermeld, werd het evaluatierapport door de dienst voor het Strafrechtelijk Beleid bezorgd aan het College van procureurs-generaal en kan het worden opgevraagd bij het secretariaat van het College van procureurs-generaal, dat instaat voor de verdere verspreiding.

08.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik dank u voor die informatie want wij krijgen vandaag de primeur van het evaluatieverslag. Om met het laatste te beginnen, ik zal het rapport zeker opvragen bij het secretariaat, maar het lijkt mij gemakkelijk om zo'n studie op een website van Justitie te publiceren zodat die geraadpleegd kan worden door iedereen die interesse in die materie heeft. Enige actieve openbaarheid zou hier dus wel op haar plaats zijn.

Ik zal het rapport met heel veel aandacht lezen. Uw conclusie is dat het niet noopt tot een grondige wijziging. U kent onze kritiek er op. Zo is het bijvoorbeeld – ik zal in het rapport opzoeken of er veel van deze gevallen zijn – mogelijk om nog een verruimde minnelijke schikking af te sluiten na een uitspraak, wanneer er al in beroep werd gegaan. In hoeveel gevallen is dat voorgekomen? Wellicht niet in heel veel gevallen.

Voor ons is dat wel nog altijd een probleem.

Quid tijdens een gerechtelijk onderzoek waar de onderzoeksrechter geen toestemming maar wel inlichtingen moet geven? Voor ons zijn er toch nog fundamentele problemen. Hoewel het om een beperkt aantal zaken gaat, zoals u zelf zegt, kunnen we er niet omheen dat het om zaken met een enorm grote omzet gaat. Het gaat over grote fiscale zaken waarbij toch altijd moet worden opgelet dat er geen klassenjustitie opduikt. Dat is ook een fundamentele opmerking.

Ik dank u voor de informatie. Wij zullen ons zeker verdiepen in het rapport en komen hier later op terug.

08.04 Minister **Koen Geens**: Mijnheer Van Hecke, ik houd eraan het volgende te zeggen, niet omdat u het niet zou weten, maar voor het Verslag. De fiscale en sociale schuld die verband houdt met het strafrechtelijk misdrijf moet altijd helemaal betaald worden. Die zit dus niet in die 56,5 miljoen euro. Daarover bestaat in de publieke opinie een ontzettend misverstand. U weet dat, maar ik vind het belangrijk dat het nog eens gezegd wordt.

08.05 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Dat is inderdaad heel belangrijk. Ook de vorige minister kwam vaak met cijfers over de opbrengst, maar dan waren de bedragen die geïnd werden door de fiscale administratie erbij gerekend. Dat onderscheid moet inderdaad gemaakt worden, en u hebt dat gedaan. Ik weet dat men dat moet doen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 **Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de dubbele naamgeving" (nr. 138)**

09 **Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "le double nom" (n° 138)**

09.01 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, op 1 juni 2014 trad de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek over de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde, in werking. De nieuwe regeling geldt voor alle kinderen die als Belg geboren worden. Er werd ook een overgangsmaatregel opgenomen voor ouders met minderjarige kinderen. Tot een jaar na de invoering van de wet kunnen zij de achternaam van hun kind veranderen volgens de principes van de nieuwe wet, opgenomen in artikel 12. Dit dient te gebeuren door een gemeenschappelijke verklaring van beide ouders bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Er stelt zich hier een concreet probleem. Belgen in het buitenland kunnen voor heel veel akten, zoals geboorte, afstamming, huwelijk en dergelijke, terecht bij de Belgische consulaten en ambassades, maar blijkbaar kunnen zij daar niet terecht voor de toepassing van deze wet, dus voor de wijziging van de familienaam zoals bepaald in de wet van 8 mei 2014, en dat lijkt mij wat raar.

Kunt u bevestigen dat de ambassades en consulaten niet bevoegd zijn voor aanvragen tot wijziging van de familienaam op basis van deze wet? Zo ja, op grond van welke wettelijke bepaling kunnen de ambassades en consulaten dergelijke aanvraag weigeren? U zult wellicht verwijzen naar het artikel dat spreekt over de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats, maar voor vele andere akten kan dit dan wel.

Is er een lacune in de wet en moet deze dan niet worden aangepast? Zo ja, op welke manier kan dit probleem verholpen worden?

Wat gebeurt er met de termijn van de overgangsregeling, namelijk één jaar? Wordt deze eventueel verlengd afhankelijk van wanneer het probleem eventueel verholpen wordt?

09.02 Minister **Koen Geens**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Van Hecke, de wet van 8 mei 2014 met betrekking tot de naamsoverdracht biedt in artikel 12 de mogelijkheid om een verklaring af te leggen ten gunste van de minderjarige kinderen geboren voor 1 juni 2014 om hen een andere naam toe te kennen overeenkomstig de bepalingen van de nieuwe wet. De verklaring moet afgelegd worden bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar het kind is ingeschreven in het bevolkingsregister. Belgen die hun woonplaats in het buitenland hebben, kunnen dit niet in België doen, maar zouden dit bij de Belgische consulaire beroepspost van het land waar zij wonen moeten kunnen doen.

De bevoegdheden van de consulaire beroepsposten inzake de burgerlijke stand zijn evenwel limitatief vastgelegd in artikel 7 van het consulaire wetboek. Die bevoegdheden zijn beperkt tot akten van geboorte, akten van overlijden, akten van aangifte van een levenloos kind, akten van erkenning, de gezamenlijke verklaring bepaald in artikel 316 bis van het Burgerlijk Wetboek en de akten betreffende de naam van erkende kinderen bedoeld in artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek. De consulaire beroepsposten zijn dus niet bevoegd om de verklaring bedoeld in artikel 12 van de wet van 8 mei 2014 te ontvangen.

Er werd reeds een wetsvoorstel ingediend om dit probleem op te lossen en ik zal mijn steun geven aan dit wetsvoorstel met nummer 54K0538. Dit wetsvoorstel voorziet er met name in om artikel 12,3^{de} lid, aan te vullen, zodat voor kinderen ingeschreven in de consulaire bevolkingsregisters de verklaring afgelegd kan

worden voor het hoofd van de consulaire beroepspost. De termijn van de overgangsregeling van één jaar wordt niet verlengd. Dit betekent dat de betrokkene de verklaring moet afleggen voor 1 juni 2015.

09.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik dank u voor dit antwoord. Ik ben er heel tevreden mee, want ik denk niet dat het de bedoeling was van de wetgever, bij het tot stand komen van de wet, dat het voor Belgen die in het buitenland wonen onmogelijk zou worden om dergelijke stappen te zetten bij het consulaat of bij de ambassade. Dit ligt in de logica van wat men kon doen. Ik ben blij dat de wetgeving zal worden aangepast.

U kondigt aan dat er niets zal gebeuren omtrent de termijn. Ik begrijp dat, maar ik hoop dan dat het wetsvoorstel snel wordt goedgekeurd. Stel dat het nog zes maanden zou duren vooraleer het wordt goedgekeurd en de nodige aanpassingen zijn aangebracht, dan wordt de termijn zeer kort voor Belgen die in het buitenland verblijven.

Ik heb de vraag ook gesteld aan de minister van Buitenlandse Zaken, maar hij verwees sec naar artikel 12 en daarmee was de kous af. Ik zie wel dat u verder bent gevorderd in de reflectie. Ik ben blij dat er een voorstel is en wij zullen dat volledig steunen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De samengevoegde vragen nr 195 van mevrouw Temmerman et nr 295 van mevrouw De Wit zijn uitgesteld.

10 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Justitie over "de onderbezetting en overbevolking in de gevangenissen" (nr. 196)
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de leegstaande cellen omwille van het tekort aan penitentiair beambten" (nr. 232)
- de heer Daniel Senesael aan de minister van Justitie over "de aanwervingsstop voor penitentiair beambten" (nr. 252)

10 Questions jointes de

- Mme Karin Temmerman au ministre de la Justice sur "le sous-effectif chez les agents pénitentiaires et la surpopulation carcérale" (n° 196)
- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "des cellules vides par manque d'agents pénitentiaires" (n° 232)
- M. Daniel Senesael au ministre de la Justice sur "le gel des embauches des agents pénitentiaires" (n° 252)

10.01 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, zoals ik al in de plenaire vergadering heb gezegd, kijk ik uit naar samenwerking met u als nieuwe minister van Justitie. Met onze vraagstelling gaan we op hetzelfde elan voort als voordien. De toestand in de gevangenissen is inderdaad een thema waarmee wij de voorbije legislatuur al heel veel bezig zijn geweest en u hebt ongetwijfeld gemerkt dat de problemen niet zijn gestopt met de aanvang van uw nieuwe taak.

Tijdens de vorige legislatuur hebben enkele nieuwe gevangenissen de deuren geopend, onder andere de gevangenissen in Beveren en Leuze. In elke nieuwe gevangenis moest een driehonderdtal gedetineerden plaats kunnen krijgen. Er is tijdens de vorige legislatuur altijd geschermd met de opmerking dat de bedoeling was om zodoende de overbevolkinggraad in onze gevangenissen aan te pakken.

De gevangenis van Beveren is sinds het voorjaar van 2014 operationeel. Ook de gevangenis van Leuze is sinds mei 2014 geopend. Nu blijkt echter dat beide gevangenissen nog altijd niet op volle capaciteit draaien. De cijfers zijn zelfs behoorlijk verontrustend. In de gevangenis van Leuze zit slechts een zeventigtal gedetineerden en in Beveren een tweehonderdtal gedetineerden. De totale capaciteit daarentegen bedraagt telkens 312 plaatsen, wat betekent, mijnheer de minister, dat zowat 350 cellen onbenut zouden zijn. Nochtans is de overbevolking in onze Belgische gevangenissen vandaag nog altijd wat ze is.

De oorzaak blijkt in beide gevangenissen een tekort aan penitentiare beambten te zijn, waardoor geen extra gedetineerden kunnen worden opgevangen. Het tekort zou een gevolg zijn van een beperking van het aantal aanwervingen in alle diensten, die door de federale overheid is opgelegd.

Dat is bizar. Ten eerste, de overheid wist dat zij nieuwe gevangenen zou openen. Er werd al heel wat personeel overgeplaatst. De overheid wist dat zij de betrokken personeelsleden nodig zou hebben.

Mijnheer de minister, u kunt het niet helpen, maar uw voorgangster heeft in haar antwoorden op alle vragen die in de commissie voor de Justitie over de gevangenen in kwestie al zijn gesteld, nooit gewag gemaakt van een tekort aan gevangenispersoneel. Er werd met het aantal cellen geschermd. Er is nooit verklaard dat een aantal cellen slechts naar gelang van het aantal aanwezige penitentiaire beampten zou kunnen worden gebruikt.

U begrijpt dat een en ander een aantal vragen oproept. Het probleem van de overbevolking moet immers worden aangepakt.

Mijnheer de minister, kunt u bevestigen dat de betreffende gevangenen inderdaad niet ten volle worden benut? Hoeveel gedetineerden verblijven er in die gevangenen?

Hoeveel penitentiaire beampten tellen de beide gevangenen? Hoeveel plaatsen zijn nog niet ingevuld? Wat is de verhouding met het optimale kader in beide gevangenen?

Mijnheer de minister, klopt het dat er te weinig beampten zijn, omdat een beperking van het aantal aanwervingen in alle overheidsdiensten is opgelegd? Kadert een dergelijke maatregel in besparingen of heeft die andere redenen?

Zult u stappen ondernemen om de gevangenen in kwestie ten volle te kunnen benutten?

Mijnheer de minister, zijn nog andere gevangenen door het tekort aan gevangenispersoneel getroffen?

Wat is – dit is de belangrijkste vraag – de invloed van dat tekort op het maximumaantal gedetineerden dat in de gevangenen kan verblijven ten opzichte van de totale capaciteit van de gevangenen?

Ten slotte, mijnheer de minister, er komt een einde aan het huurcontract in Tilburg. De gedetineerden komen terug naar hier, maar de penitentiaire beampten zijn echter Nederlanders, die niet zullen meekomen. Het probleem wordt daardoor misschien nog wat groter.

Er zijn toch heel wat vragen, mijnheer de minister. Ik weet dat u gisteren een overleg hebt gehad met de vakbonden. Misschien hebt u het ook hierover gehad? Misschien heeft het overleg ook iets opgeleverd? Ik verneem dat dan ook graag.

Ik dank u alvast voor uw antwoord.

10.02 Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, selon mes informations et comme l'a évoqué ma collègue, la nouvelle prison de Leuze-en-Hainaut compte actuellement 143 gardiens pour 67 détenus.

Pour pallier le manque de gardiens expérimentés, il était prévu que plusieurs gardiens devaient être détachés des prisons de Mons et de Saint-Gilles. Toutefois, selon la presse, il apparaît que le transfert de ces gardiens vers Leuze a été bloqué et ce, en raison du gel des embauches dans la fonction publique décidé le 11 septembre dernier par M. Olivier Chastel alors ministre du Budget. Cette décision impacte également les cadres infirmier et psychosocial de l'établissement pénitentiaire leuzois qui ne comptent que cinq personnes sur les dix-huit initialement prévues.

Ce manque de personnel inquiète les travailleurs de la prison lesquels se demandent comment ils pourront faire face à la cadence d'incarcérations qui prévoit un afflux de sept détenus par semaine, mais qui crée aussi des conflits au sein de la prison, notamment en raison du manque de sorties en préau ou d'activités prévues pour les détenus. Il me semble donc nécessaire de relancer sans délai les embauches d'agents pénitentiaires.

Monsieur le ministre, confirmez-vous les allégations selon lesquelles le transfert des agents vers la prison de Leuze a été bloqué? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous préciser pour quand est prévue la fin du gel des embauches dans le secteur, et donc la levée de ce blocage? Quelles mesures seront-elles prises à court

terme pour mettre fin à cette situation qui porte atteinte tant aux agents qu'aux détenus?

10.03 Minister **Koen Geens**: Mevrouw De Wit, mijnheer Senesael, ik zal met de cijfers beginnen.

De gevangenis van Marche-en-Famenne is helemaal operationeel. De capaciteit is structureel ingevuld.

De gevangenis van Beveren telt vandaag 214 gedetineerden. De gevangenis van Leuze-en-Hainaut telde 90 gedetineerden op 3 november 2014. Beide inrichtingen worden progressief opgevuld.

Voor het personeel verandert de situatie momenteel van dag tot dag, omdat de administratie bezig is met een grote mutatiecyclus, die deze week plaatsvindt.

Op het einde van de cyclus zal de gevangenis van Beveren 214 voltijds equivalenten tellen binnen het technisch kader en bewakingskader. De gevangenis van Leuze-en-Hainaut zal 159,5 voltijds equivalenten tellen.

Het personeelsplan voor beide inrichtingen voorziet in 220 voltijds equivalenten.

Op basis van die cijfers kunnen beide gevangenissen momenteel verder worden opgevuld.

Het feit dat beide inrichtingen nog niet op volle capaciteit draaien, is niet abnormaal. Een gevangenis openen neemt altijd tijd in beslag en gebeurt progressief. Hierbij wordt rekening gehouden met een aantal factoren, waaronder het aanwezige personeel.

In Beveren hebben wij op een bepaald ogenblik de instroom van gedetineerden verminderd, op vraag van het personeel, dat zich onvoldoende ingewerkt voelde.

De administratie neemt dus alles in rekening.

Ce qui est vrai, c'est que l'administration aborde les problèmes d'une façon prudente et que les recrutements sont bloqués pour l'instant. Ceci ne vaut pas seulement pour Beveren et Leuze-en-Hainaut. Il s'agit d'un phénomène national.

La raison de ceci est à trouver dans les accords sociaux antérieurs et les mesures d'économies. Comme il est bien connu, la prison de Verviers a été fermée fin 2013 et les centres de jeunesse fédéraux sont transférés aux Communautés. Les budgets qui allaient de pair avec ceux-ci sont évidemment supprimés. Mais, en concertation avec les syndicats, des mesures ont été prises pour maintenir le personnel et les fonctionnaires pénitentiaires dans la mesure du possible. Par exemple, le personnel de Verviers a été inséré à Lantin, Huy et Andenne.

La conséquence est que, pour l'instant, il y a trop de personnel auprès de la direction générale EPI. Cette abondance ne se fait toutefois ressentir que dans certaines prisons seulement.

Par exemple, la distance entre Lantin et Leuze-en-Hainaut est de 130 kilomètres. Il n'est donc pas question de transférer le personnel de Verviers à Leuze-en-Hainaut.

Les mesures d'économie que le gouvernement antérieur a imposées ont donc renforcé le manque de personnel dans certaines prisons. Toutefois, il y a une surabondance de personnel dans d'autres. En raison de ces mesures de blocage et d'économie, il est évidemment pour l'instant impossible de recruter du personnel additionnel par exemple pour Beveren ou Leuze-en-Hainaut.

Cela signifie-t-il que les prisons ne seront pas remplies davantage? Non.

Cela signifie-t-il qu'à terme, ces prisons ne fonctionneront pas à capacité pleine? Non.

De opvulling gaat verder. Zij houdt rekening met de personeelsleden, die ingezet worden en met hun woonplaats; hoe dan ook zal dat resulteren in een bezetting van 100 %.

Voor het overige verwijs ik graag naar het regeerakkoord, onder andere naar de globale visie en de maatregelen tegen de overbevolking. Ik zal die uitwerken in mijn beleidsverklaring op 19 november.

10.04 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, dank u voor het antwoord. Voor mij is vooral belangrijk dat er voldoende personeel zal zijn. Op dit moment zijn er op sommige plaatsen te veel en op andere plaatsen misschien iets te weinig personeelsleden. Het belangrijkste voor ons is dat de opvulling van de cellen verder gaat.

Mijnheer de minister, heb ik het goed begrepen dat de personeelsbezetting progressief wordt opgevuld en dat, er in Beveren op 3 november 2014 al 214 personeelsleden zijn, terwijl het optimale aantal 220 is? Dat wil zeggen dat de mutatiecyclus bijna voltooid is in Beveren en dat het kader op 6 VTE's na is opgevuld?

Het belangrijkste voor ons is dat wanneer dat aantal personeelsleden er is, alle cellen gevuld kunnen worden. Dat is de grootste bekommernis voor onze fractie. Ik neem akte van uw verklaring dat dat inderdaad zal gebeuren. Wij zullen de problematiek uiteraard opvolgen. Ik vind het wel eigenaardig dat die cellen nu nog niet gevuld worden, hoewel het beoogde aantal personeelsleden ongeveer bereikt is in Beveren. Ik vind het een eigenaardig fenomeen dat daar nog vele cellen vrij zijn. Ik hoop dat daar spoedig verandering in zal komen.

10.05 Minister Koen Geens: U hebt mij, om heel begrijpelijke redenen, verkeerd begrepen. Er zijn op dit ogenblik 214 gedetineerden in Beveren, en er zijn er 90 in Leuze-en-Hainaut. Aan het einde van de mutatiecyclus, niet nu, zullen er 214 voltijdsequivalenten zijn in Beveren. Dat zijn penitentiaire beambten dus, geen gedetineerden. Het personeelskader bedraagt 220. Er zullen dan ook 159 penitentiaire beambten zijn in Leuze, waar het kader ook 220 bedraagt. Op dit ogenblik zijn die er nog niet.

10.06 Sophie De Wit (N-VA): Ik begrijp dat in Beveren nu elke gedetineerde zijn eigen beambte heeft?

10.07 Minister Koen Geens: Nee, wij begrijpen elkaar blijkbaar nog niet. Wat ik u niet kan geven, is het aantal penitentiaire beambten dat op dit eigenste ogenblik in Beveren en Leuze aanwezig is. Ik kan u alleen zeggen dat het aantal gedetineerden in Beveren nu toevallig hetzelfde is als het aantal VTE's op het einde van de mutatiecyclus. Dat is een toevaligheid, en daardoor begrijpen wij elkaar blijkbaar verkeerd.

10.08 Sophie De Wit (N-VA): Ik heb het begrepen.

10.09 Minister Koen Geens: Ik hoop dat het geen verschrijving is van degene die het antwoord voorbereid heeft, maar ik vermoed van niet, want bij Justitie kan men zeer goed omgaan met cijfers.

10.10 Sophie De Wit (N-VA): Ik heb het begrepen, mijnheer de minister. Wij zullen dit alleszins mee opvolgen en wij hopen dat de cellen die er zijn, gevuld zullen worden. Daar gaat het uiteindelijk om, namelijk dat de plaatsen benut worden.

10.11 Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, merci pour vos réponses et vos précisions quant au nombre de détenus à la date du 3 novembre et au cadre qui devrait être complété.

Cependant, j'avais fait état dans ma question d'un éventuel transfert des gardiens vers Leuze. Je comprends bien que la situation de Verviers est assez problématique d'un point de vue géographique vu la distance importante.

Nous avons aussi évoqué les prisons de Mons et de Saint-Gilles; je ne vous ai pas entendu à ce sujet.

Par ailleurs, j'attire particulièrement votre attention sur le cadre infirmier et psychosocial qui peut avoir des répercussions non négligeables sur les visites autorisées ou non aux détenus. À mon avis, une attention particulière devrait être réservée à ce problème.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

11 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het gebruik van Prison Cloud in de nieuwe gevangnissen van Beveren en Leuze-en-Hainaut" (nr. 231)

11 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'utilisation de Prison Cloud dans les nouvelles prisons de Beveren et Leuze-en-Hainaut" (n° 231)

11.01 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, het is toch wat met de nieuwe gevangenis van Beveren en Leuze-en-Hainaut. Ze zijn uitgerust met Prison Cloud, een geweldig knap computersysteem. Er is altijd gezegd dat dit sterk beveiligd zou zijn, een soort intranet waarbij de gevangenen op een beperkt aantal websites terecht zouden kunnen voor het zoeken van werk, e-learning en zelfs het bestellen van een film vanuit de cel. Wat niet zou mogen kunnen is contact opnemen met de buitenwereld. Dat was toch de bedoeling.

Nu blijkt echter dat het systeem niet helemaal waterdicht was. Men had een gaatje in het net gevonden waardoor enkele vindingrijke mensen in Beveren erin geslaagd waren om bijvoorbeeld een mailtje te sturen naar een journalist. Ze verklaarden dat ze een achterpoortje hadden gevonden en dat ze vanuit de gevangenis bepaalde activiteiten gewoon verder konden zetten. Dat bleek mogelijk te zijn via een jobwebsite. Men had dan ergens een optie delen en kon er commentaar en een boodschap bij schrijven. Mails ontvangen kon gelukkig nog niet.

Toen dit bekend is geraakt heeft men uiteindelijk een aantal websites afgekoppeld van de cloud. Het DG EPI heeft dan een onderzoek ingesteld om na te gaan hoe de achterpoortjes konden worden gesloten. Voorlopig zou het internetgedeelte van de Prison Cloud tijdelijk stopgezet worden. Nochtans zou sinds kort de Prison Cloud terug operationeel zijn in de gevangenis van Beveren.

Mijnheer de minister, kunt u misschien concreet toelichten – ik ben geen IT-specialist – hoe zoiets kon ontstaan? Iets wat een superbeveiligd systeem heet te zijn bleek dan toch een supereenvoudig achterpoortje te bevatten.

Welke acties zijn er concreet ondernomen nadat bekend was geraakt dat er misbruik werd gemaakt van het systeem? Ik weet dat het systeem in Beveren afgesloten werd maar werd de cloud ook afgesloten in Leuze-en-Hainaut?

Hebt u er een zicht op hoeveel gedetineerden die achterpoort hebben gevonden en wat daar de gevolgen van waren? Weet men met wie er contact is geweest? Wordt dat nagekeken en gecontroleerd? Worden er ook sancties genomen? Rezen deze problemen ook in Leuze-en-Hainaut of was dat enkel het geval in Beveren?

Wat was het resultaat van het onderzoek van het DG EPI? Wat waren hun conclusies? Als er nog geen conclusies zijn, wanneer mogen wij die dan verwachten?

Is het systeem nu al dan niet terug operationeel? Zijn er aanpassingen gebeurd?

Hier ging het om de nieuwe gevangenis, maar zal Prison Cloud – hopelijk de supersuperbeveiligde versie – ook in de andere gevangenis worden geïnstalleerd? Zo ja, welk is de vooropgestelde timing? Zo niet, waarom niet?

11.02 Minister Koen Geens: Mevrouw De Wit, in de loop van september 2014 werd inderdaad duidelijk dat de site van de VDAB onvrijwillig het sturen van berichten vanuit de gevangenis van Beveren mogelijk maakte. Van zodra dit probleem werd opgemerkt, werd de toegang tot de site, evenals alle andere sites, tijdelijk geblokkeerd in afwachting van een structurele oplossing die momenteel nog niet voorhanden is. De blokkering blijft dus verder bestaan, al is het de bedoeling om dit euvel zo snel mogelijk op te lossen. De toegang tot de site van de VDAB is immers heel belangrijk om de sociale reïntegratie te kunnen voorbereiden. Veel gedetineerden in Beveren maakten dan ook gebruik van de site.

Het is niet mogelijk te achterhalen wie er misbruik van heeft gemaakt. Wel is het zo dat de veiligheid op geen enkel ogenblik in het gedrang is gekomen. De gedetineerden konden enkel berichten sturen. Iets wat ook bijvoorbeeld per briefwisseling mogelijk is.

Het probleem rijst enkel in Beveren. In Leuze-en-Hainaut wordt er immers niet met de VDAB gewerkt.

Het is de bedoeling om Prison Cloud uit te breiden naar andere gevangenis, naar gelang de technische mogelijkheden en de budgettaire middelen. De gevangenis van Marche-en-Famenne zou de volgende inrichting moeten zijn waar het systeem beschikbaar wordt.

11.03 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoorden.

Het is inderdaad belangrijk dat die site terug kan worden geoperationaliseerd. Aan de andere kant begrijp ik ook dat de site geblokkeerd blijft zolang er een risico bestaat dat via de site op een niet-toegelaten manier wordt gecommuniceerd.

Het is evident dat de VDAB niet wordt geraadpleegd in Leuze-en-Hainaut, maar ik neem aan dat daar toch ook wel een of andere site kan worden geraadpleegd om naar werk te zoeken. Misschien is het interessant om na te kijken of daar ook niet zo'n achterpoortje bestaat?

Ik noteer dat men de Prison Cloud in andere gevangenissen zal installeren. Ik hoop dat dit een waterdicht systeem is en blijft zodat het enerzijds een nuttig instrument kan zijn voor gedetineerden, maar anderzijds moet het op een niet-toegelaten manier communiceren met de buitenwereld onmogelijk worden gemaakt. U zegt dat er geen sprake is van een veiligheidsrisico want communiceren kan nu ook via briefwisseling. Het is echter heel gemakkelijk en heel snel om via internet en mails te communiceren en dit kan volgens mij toch niet de bedoeling zijn.

Ik volg dit verder op.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vragen nrs. 247 van mevrouw Özen, 270, 274, 276, 281 van mevrouw Jadin, 286 en 287 van de heer Maingain en 288 van mevrouw Lahaye-Battheu zijn uitgesteld.

12 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de staking van ACOD bij het gevangenispersoneel" (nr. 296)

12 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "la grève de la CGSP touchant le personnel pénitentiaire" (n° 296)

12.01 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, wij zetten ons onderonsje nog even voort. Het is best wel grappig, mijnheer de minister, dat ik nog les van u heb gekregen en dat ik samen heb gestudeerd met de collega naast u.

Inzake de staking van de ACOD bij het gevangenispersoneel hebben wij vernomen dat de intentie bestaat om aanstaande vrijdag binnen het gevangeniswezen te staken. Er vonden reeds een aantal overlegondes samen met u plaats, maar er werden nog geen concrete resultaten geboekt die voor betrokkenen voldoende zijn.

Ik begrijp dat er heel wat punten aan de agenda staat. Het gaat onder andere over verlof voorafgaande aan pensioen, overbevolking, infrastructuur, besparingen op de kaders, enzovoort.

Laat het duidelijk zijn, ik twijfel er niet aan dat het gevangenispersoneel geen gemakkelijke taak heeft en ook niet altijd in gemakkelijke omstandigheden werkt. Er wordt ook begrip opgebracht voor u, mijnheer de minister, in die zin dat er werd aangehaald dat het, gezien het slechte bestuur tijdens de voorbije vier jaar onder de verantwoordelijkheid van uw voorganger, niet eenvoudig zal zijn om de FOD Justitie snel op de rails te krijgen. Ik meen inderdaad dat u een zware taak wacht. Alleen is de ACOD vergeten dat ook de kleur van hun vakbond toen deelnam aan de regering, maar dit geheel terzijde.

De staking zou doorgaan van 06.00 uur vrijdagochtend tot 06.00 uur zaterdagochtend. Er was gisterenmiddag echter een overlegmoment met u. Wat is het resultaat van dat overleg met de vakbonden, althans als wij dat mogen weten? Zijn er nu wel vorderingen gemaakt, in tegenstelling tot de vorige overlegondes?

Kunt u een staking voorkomen of zal deze vrijdag toch plaatsvinden?

Het volgende punt is zeer belangrijk. U zult hebben gemerkt dat er een protocolakkoord 351 bestaat. Wij wachten al jaren op de evaluatie ervan en op concrete resultaten, maar dat sleept aan. Is de staking die men heeft aangevraagd conform dat protocolakkoord? Als de staking doorgaat, zal er alweer een beroep worden gedaan op de politiediensten. Wij weten nochtans dat zij het stilaan beu worden om steeds te moeten

inspringen in de gevangenissen, waar zij minder thuis zijn dan de penitentiaire beambten zelf. Ook de straten zullen daardoor iets minder veilig zijn.

Zal de politie inderdaad moeten worden opgevorderd? U weet misschien dat er in het verleden al heel wat discussie is geweest tussen de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie over het feit of de politie al dan niet mag worden ingeschakeld. Dat is ook een belangrijk item, tenzij u mij nu kunt zeggen dat het overleg zó goed is geweest dat er geen staking komt.

12.02 Minister **Koen Geens**: Mevrouw De Wit, de antwoorden op uw vier vragen zijn ongeveer als volgt.

De gesprekken met de vakbonden verlopen zeer constructief. Ik had gisteren een derde gesprek met de vertegenwoordigers van de penitentiaire inrichtingen en die van de rechterlijke orde. Er volgt een vierde overleg op 14 november. Het sociaal overleg is op dit ogenblik dus intens. Wat was het resultaat van het overleg tot nu toe? Wij zijn erin geslaagd het dossier van de loonschaalverhogingen en de promoties van de penitentiaire beambten te deblokken per 1 november. Die loonschaalverhogingen en promoties zullen voor zover nodig retroactief vanaf 1 november worden toegekend, met het akkoord van de minister van Begroting.

Andere punten die op dit ogenblik op het overleg zijn geagendeerd, behelzen onder andere de kwestie van het verlof voor pensioen. U weet dat in de penitentiaire inrichtingen de mogelijkheid bestaat om een soort brugpensioen aan te vragen, dat erin bestaat dat men vijf jaar voor de pensioenleeftijd de verlofperiode kan aanvatten. Er is voorzien in een overgangsregime daarvoor door de vorige minister van Justitie die, denk ik, de leeftijd om het penitentiair verlof aan te vatten geleidelijk optrekt naar 57 jaar per 1 januari 2016. Het regeerakkoord voorziet erin dat dit zogenaamde VVP-systeem zal worden gealigneerd en geharmoniseerd met het werkloosheidssysteem met bedrijfstoelage in de privésector. Het is dus belangrijk om op dit stuk overleg te plegen met de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van het Openbaar Ambt en uiteraard ook de minister van Begroting, om nog niet te spreken over de minister van Pensioenen, die allen betrokken partij zijn bij het aligneren van dit VVP-regime dat op dit ogenblik een grote zorg van de vakbonden is.

Er werd ook gesproken over de contracten voor bepaalde duur, die ingevolge de wervingsstop voortaan door de administratie alleen nog zullen kunnen worden verlengd na een beslissing van het voltallige directiecomité van de FOD Justitie en dit voor uitzonderlijke gevallen.

Dat geldt dus zowel voor de rechterlijke orde als voor de penitentiaire inrichtingen. Buiten de psychosociale diensten en het administratief personeel, die op een aantal plaatsen onderbemand zijn, zijn dat de belangrijkste punten die aan de orde zijn geweest.

Er moeten uiteraard nog vele punten aan de orde komen. Ik spreek niet over de rechterlijke orde, want dat was niet uw vraag, maar uiteraard zijn er ook daar belangrijke punten en ik zou het jammer vinden indien men zou zeggen dat het overleg zich daartoe beperkt, het is veel ruimer. Dat zijn echter de enige punten die ik tot op heden gedurende de drie vergaderingen heb kunnen agenderen en waarover wij uitvoerig van gedachten hebben kunnen wisselen.

Inderdaad, het is zo dat de socialistische vakbond de staking heeft aangezegd door toepassing van het protocolakkoord 351, dat inderdaad erin voorziet dat men binnen de 7 dagen de staking moet aanzeggen en dat deze binnen de 72 uur kan plaatsvinden. Het is zo dat de socialistische vakbond uiteindelijk, nadat deze staking eergisteren werd aangezegd, beslist heeft om te staken op vrijdag eerstkomend. De twee andere vakbonden bieden hun leden de mogelijkheid om zich aan te sluiten bij deze staking.

Vooraleer wij toekomen aan de vraag over de politie wil ik ten slotte opmerken dat met betrekking tot de staking een belangrijk punt is of de verloven voor de dagen waarop gestaakt wordt, kunnen worden ingetrokken. Dat gaat dan over zowel de structurele verloven, die het gevolg zijn van de 36- en 38-urenweek, als over de korte verloven. Er werd afgesproken met de syndicaten dat over deze gewoonte, die sedert enige tijd bestaat, opnieuw zal worden onderhandeld, meer bepaald met betrekking tot de precieze invulling van het begrip klein verlet, omdat uiteraard bij de toepassing daarvan de definitie belangrijk is en omdat de uitzonderingen op die definitie in termen van redelijkheid ook moeten kunnen worden geboden.

Ten slotte, wat uw vraag over de politie betreft, ik ken de kosten niet. De minister van Binnenlandse Zaken neemt die op zich. U moet die vraag dus aan hem stellen. U weet dat het regeerakkoord voorziet in de geleidelijke implementatie van een systeem van gegarandeerde dienstverlening in onze gevangenissen

tijdens stakingsdagen, uiteraard zonder het recht op het staken ook maar enigszins in het gedrang te brengen. In dat verband heb ik aan de vakbonden aangekondigd dat er sociaal overleg zal worden gepleegd om de gegarandeerde dienstverlening op een redelijke termijn te kunnen invoeren, ook — dit blijkt wel degelijk in omstandigheden als deze — om de situatie van de gedetineerden tijdens een periode van staking aan hogere normen van salubriteit en mensenrechten te kunnen laten voldoen.

12.03 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Dat laatste is heel belangrijk, want als er een staking is, dan valt het leven binnen de gevangenismuren helemaal weg voor die mensen. Daarom ben ik er altijd voorstander van geweest om daar iets aan te doen, bijvoorbeeld via gegarandeerde dienstverlening. Het verheugt mij dat daar op korte termijn werk van gemaakt zal worden.

Heb ik goed begrepen dat de staking wel zal plaatsvinden, ongeacht het constructieve overleg dat er is geweest en de nieuwe datum die gepland is? Ik betreur dat heel erg. Ik vind het jammer dat men dat doet, hoewel er al een overleg is geweest en bepaalde zaken verkregen zijn. Ik heb alle respect voor de soms moeilijke situatie waarin de beambten moeten werken, maar — en ik durf dit hardop te zeggen, mijnheer de minister — dat men op een vrijdag staakt, is in dat verband vaak niet toevallig. Dat zal nog vaker gebeuren.

Ik heb in Antwerpen ooit meegemaakt dat stakingspiketten opgebroken werden, omdat het begon te regenen. De barbecue werd zo geblust en men is weer aan het werk gegaan. Dat gebeurt ook en dat is een uitholling van het stakingsrecht. Daar wordt uiteindelijk ook niemand beter van. Wij weten ook dat er in geval van stakingen, syndicale verloven en alles wat daarmee te maken heeft, heel wat werkwilligen zijn, die daar elke keer opnieuw de dupe van zijn. Zij moeten dan terugkomen uit verlof of zij kunnen hun overuren niet opnemen. Ik vind dat niet zo collegiaal, met alle begrip voor de rechten die zij menen te moeten vrijwaren en het recht dat zij daarop hebben.

Als er een constructief overleg bezig is en een nieuwe datum gepland is, dan vind ik het niet ernstig dat men er toch mee doorgaat om welke druk dan ook uit te oefenen. Ik betreur het heel erg dat men er niet op ingaat. Ik vind dat bijzonder jammer, maar ik noteer wel dat u voortgaat met het overleg. Het is belangrijk dat er een oplossing wordt geboden en gevonden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

Le **président**: La question n° 270 de Mme Jadin n'est pas reportée, mais transformée en question écrite.

De samengevoegde vragen nrs 190 van de heer Degroote en 246 van mevrouw Lahaye-Battheu zijn uitgesteld.

13 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de publicatie van de wet met betrekking tot gerechtsdeskundigen en tolken" (nr. 193)

13 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la publication de la loi relative aux experts judiciaires et interprètes" (n° 193)

13.01 Sonja Becq (CD&V): Mijnheer de minister, in februari 2014 heeft de Kamer het wetsvoorstel goedgekeurd dat in de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en vertalers-tolken voorziet.

Deze wet vergt een aantal uitvoeringsbesluiten. Aangezien de operationalisering van de wet niet zo eenvoudig is, werd een termijn van twee jaar bepaald voor de inwerkintreding ervan, met bijbehorende overgangsmaatregelen. De bedoeling daarvan was een snelle publicatie mogelijk te maken, maar toch de tijd te laten voor de uitvoeringsbesluiten.

Wij stellen echter vast — het wordt ook door de sector gesignaleerd — dat de wet nog altijd niet in het *Belgisch Staatsblad* is verschenen. In de sector valt zelfs te horen dat er blijkbaar geen bereidheid tot publicatie is. Ik hoop echter dat u dat zult tegenspreken. Wat is de reden waarom de wet nog steeds niet is gepubliceerd? Zult u snel overgaan tot de publicatie ervan?

Het kan misschien een detail lijken in het geheel van de — terechte — vragen van de sector over de correcte betaling en vergoeding, waarop u in de media al bent ingegaan, maar in dat kader is het statuut natuurlijk ook een belangrijk element.

13.02 Minister **Koen Geens**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Becq, in februari 2014 werd in de Kamer het wetsvoorstel aangenomen dat de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en tolken bepaalt. Op vraag van de diensten van de FOD Justitie hebben wij erin voorzien dat die wet een inwerkingtreding zou hebben op een door de Koning te bepalen datum, zonder dat daarbij de periode van twee jaar na publicatie mag worden overschreden. Die periode van twee jaar werd noodzakelijk geacht om de nodige informaticatools te ontwikkelen.

Tot nu toe is de wet nog niet in het *Belgisch Staatsblad* verschenen. De vorige minister van Justitie heeft de publicatie ervan om mij onbekende redenen uitgesteld. Daarnaar hebt u mij gevraagd.

De periode van twee jaar wordt niet enkel noodzakelijk geacht voor de informaticatools, maar ook voor de uitwerking van de koninklijke besluiten waarvoor er overleg met de actoren op het terrein dient te gebeuren.

Het directiecomité van de FOD besliste dat de publicatie kon gebeuren na een grondige analyse van het ICT-onderdeel. De eerste analyses van de ICT-behoefte over het register werden inmiddels opgestart. In de komende maanden zal een meer gedetailleerd voorstel van wat nodig en mogelijk is, uitgewerkt worden. Het gefinaliseerd voorstel zal dan ter validatie terug voorgelegd worden aan het directiecomité, uitgebreid met de vertegenwoordigers van de magistratuur, dat het project samen met andere projectvoorstellen zal bekijken in het raam van het budget van 2015. Op basis daarvan zal een definitieve kalender worden bepaald en in dat licht heb ik ook een vergadering met de gerechtstolken op 17 november eerstkomend, als ik de datum nu juist meedeel.

13.03 **Sonja Becq** (CD&V): Mijnheer de minister, leid ik daar nu uit af dat de publicatie toch nog niet voorzien wordt, maar dat eerst in de administratie zal worden bekeken wat er aan ICT nodig is en dat pas dan tot publicatie zal worden overgegaan? Dan moet ik eerlijk toegeven dat ik dat eigenlijk heel erg betreur. Wij hebben in het Parlement een wet aangenomen, ook op vraag van het kabinet en – zo had ik begrepen – de administratie, om te zorgen voor een goede overgangstermijn, zodat de noodzakelijke ICT-ontwikkelingen nog nader bekeken konden worden. Nu wordt gesteld dat die eerst onderzocht moet worden en dat dan eens nagegaan zal worden wanneer de wet gepubliceerd zal worden. Dat betreur ik toch wel.

13.04 Minister **Koen Geens**: Ik zal het directiecomité van de FOD Justitie in kennis stellen van uw treurnis. Ik denk dat ik als antwoord zal krijgen dat het budget voor de noodzakelijke investeringen moet kunnen worden vrijgemaakt. In die mate zal er *par ricochet* een vraag bij mij terechtkomen. Ik zal proberen om aan de wensen van het Parlement, binnen de best mogelijke termijnen, uitvoering te geven.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: De samengevoegde vragen nr. 195 van mevrouw Temmerman en nr. 295 van mevrouw De Wit zijn uitgesteld. Ook vraag nr. 316 van mevrouw Lahaye-Battheu is uitgesteld.

Er zijn dus geen vragen meer.

Mijnheer de minister, ik dank u voor uw aanwezigheid. De volgende vergadering zal woensdag 12 november 2014 in de namiddag plaatsvinden.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.25 uur.

La réunion publique de commission est levée à 12.25 heures.